

30

AUT

2017

Chancellerie

LANCEMENT D'UNE INITIATIVE CONSTITUTIONNELLE CANTONALE (*)

Le comité d'initiative a informé le Conseil d'Etat de son intention de lancer une initiative constitutionnelle intitulée:

« Pour une politique culturelle cohérente à Genève »

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs dans le canton de Genève, conformément aux articles 56 à 64 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative constitutionnelle:

Bref exposé des motifs

Cette initiative populaire propose d'instaurer dans la constitution genevoise les conditions d'une nouvelle gouvernance pour la culture, fondée sur une collaboration active entre les communes, les villes et le canton. Cette collaboration est nécessaire pour élaborer et mettre en oeuvre une politique publique cohérente dans un domaine d'activités dynamique et évolutif. Le canton coordonne, en concertation avec les communes, une politique culturelle dans les domaines de la création artistique (production et diffusion), du patrimoine, de l'accès à la culture et des appuis aux institutions. Le terme institution est ici utilisé de façon générique et couvre les fondations, les associations, les manifestations, les petites et les grandes institutions.

Afin que le canton devienne un acteur crédible vis-à-vis des communes, le canton cofinance la création artistique et les institutions culturelles. Il est temps que le canton considère le domaine culturel comme une mission prioritaire, et qu'il élabore une vision stratégique pour son développement, en partenariat avec les villes et les communes, à la hauteur d'un rayonnement digne de Genève ! C'est le sens donné à cette initiative que nous vous invitons à signer.

Argumentaire complet et documentation disponibles sur notre site internet :
www.prenonslinitiative.ch

Article unique

La Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, est modifiée comme suit:

Article 216 Art et culture (nouvelle teneur)

1 L'Etat promeut la création artistique et l'activité culturelle. Il garantit leur diversité, leur accessibilité et leur enseignement. Il encourage les échanges culturels.

2 A cette fin, il met à disposition des moyens, des espaces et des instruments de travail

adéquats.

3 Le canton coordonne une politique culturelle cohérente sur le territoire, en concertation avec les communes. Les acteurs culturels sont consultés.

4 Le canton et les communes élaborent et mettent en oeuvre une stratégie de cofinancement pour la création artistique et les institutions culturelles.

La signature doit être apposée personnellement à la main par le ou la signataire. Cela ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité. Seul-e-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer cette initiative cantonale. En matière cantonale, les électrices et électeurs dès 18 ans, de communes différentes, peuvent signer sur la même feuille. Les Suisses vivant à l'étranger et ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer la présente initiative en inscrivant leur adresse à l'étranger.

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettre b, et art. 91 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électeurs et électrices suivant-e-s :

Anne Davier, rue Prévost-Martin 24, 1205 Genève, Christine Ferrier, avenue de Champel 55, 1206 Genève, Laurent Graenicher, rue du Belvédère 5, 1203 Genève, Dominique Perruchoud, rue Beau-Site 2, 1203 Genève, Michèle Pralong, boulevard Carl-Vogt 95, 1205 Genève, Ulysse Prévost, chemin des Bougeries 3, 1231 Conches, Sandro Rossetti, rue Voltaire 22, 1201 Genève, Nathalie Tacchella, place de Montbrillant 19, 1201 Genève, Laurent Valdès, place De-Grenus 8, 1201 Genève, Aude Vermeil, rue Le-Corbusier 21, 1208 Genève.

(*) Echéance du délai de dépôt de cette initiative: mardi 2 janvier 2018.